

ARRÊTÉ.

DIRECTION
DE L'ARCHITECTURE.

BUREAU
DES TRAVAUX ET CLASSEMENTS.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La commission des monuments historiques entendue ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'ancien portail de France à CERET (Pyrénées
Orientales)

appartenant à M. Compagny, rue du Commerce

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les
archives de la préfecture, au maire de la commune de Ceret et
au propriétaire

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 16 NOV 1949

Par déléation

Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.

Signé
R. PERCHET